

McCALLUM, John, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*. Toronto: University of Toronto Press, 1980. 148 p. \$5.95.

Robert Armstrong

Volume 35, Number 2, septembre 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303961ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303961ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Armstrong, R. (1981). Review of [McCALLUM, John, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*. Toronto: University of Toronto Press, 1980. 148 p. \$5.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35(2), 281–284. <https://doi.org/10.7202/303961ar>

McCALLUM, John, *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*. Toronto: University of Toronto Press, 1980. 148p. \$5.95

Tout au long du dix-neuvième siècle, la colonisation du continent nord-américain s'est étendue vers l'Ouest. La production de blé provenant des terres nouvellement défrichées faisait concurrence à la production des régions déjà établies, provoquant dans ces dernières des baisses de revenu importantes et les obligeant à se réorienter. Ainsi, la mise en culture du Mid-ouest américain et du Haut-Canada provoqua une «crise» agricole dans le nord-est américain et le Bas-Canada. Elle stimula l'afflux d'immigrants européens et déclencha la migration interne vers les villes et vers les nouveaux territoires à l'ouest. Dans la région de l'Ontario, la hausse du revenu agricole *per capita* fut particulièrement rapide durant les années 1840 et 1850 à cause de la haute productivité des terres céréalières. Mais à partir de la fin des années 1860, la région de l'Ontario fut, elle aussi, soumise à la concurrence des terres nouvellement défrichées de l'Ouest américain. Le taux de croissance des exportations de blé ontarien se mit alors à tomber de façon spectaculaire; durant les trois dernières décennies du XIX^e siècle, l'Ontario perdit encore plus d'émigrants nés dans la province que le Québec. Voilà le point de départ de ce livre fort intéressant sur le Québec et l'Ontario d'avant 1870.

Le titre du volume fait songer au livre de Stanley Ryerson, *Unequal Union* (Le capitalisme et la Confédération). Mais *Unequal Beginnings* se présente comme une analyse économique complémentaire plutôt qu'une contre-thèse à l'analyse socio-politique de Ryerson. D'après les premières données fragmentaires qui soient disponibles, John McCallum constate qu'au début du siècle déjà, les revenus moyens étaient plus élevés en Ontario qu'au Québec. Depuis lors, les structures économiques des deux provinces ont évolué différemment; au moment de la Confédération, leurs orientations respectives furent clairement établies. C'est dans le secteur agricole qu'il faut situer les origines des différentes modalités de développement économique des deux provinces.

Se plaçant d'emblée au coeur de la controverse concernant les origines de la crise agricole au Québec, l'auteur retrace l'histoire des secteurs agricoles en Ontario et au Québec jusqu'en 1870. Utilisant une approche

résolument empirique, il organise les données disponibles avant le recensement de 1870 pour expliquer l'évolution économique rurale et urbaine. Son analyse des soixante-dix années qui précèdent ce recensement, le premier auquel on puisse vraiment se fier, dépasse la simple description pour nous suggérer des mécanismes de croissance et de développement. Quoique l'analyse emprunte parfois le langage de l'approche 'staple', ce langage n'est pas nécessaire au développement de son argumentation.

Selon J. McCallum, la croissance de la production céréalière nord-américaine d'avant 1850 ne trouvait pas ses origines dans le changement technologique. Vu l'abondance des terres, les nouveaux colons utilisaient partout les méthodes extensives de culture. Le bas prix des céréales nord-américaines sur les marchés internationaux était attribuable à la fertilité des nouvelles terres rendues accessibles par des innovations dans le secteur du transport. Au Québec, la concurrence de l'Ouest a amené les cultivateurs à diversifier leur production vers d'autres produits tels la pomme de terre et l'avoine. Il coûtait moins cher d'importer le blé que d'en produire. Les substituts québécois, cependant, ne sont jamais devenus des produits concurrentiels sur les marchés inter-régionaux.

Vers 1851, la production du cultivateur québécois moyen s'élevait à peu près aux deux-tiers de celle du cultivateur ontarien. Mais là n'était pas la différence la plus importante: du fait des habitudes vivrières, les ventes (*cash sales*) du cultivateur québécois ne s'élevaient qu'à un cinquième de celle de son homologue ontarien. Cette disproportion eut un effet marqué sur le développement des échanges économiques et sur l'urbanisation dans les deux provinces. Ainsi, le phénomène de l'urbanisation en Ontario était directement relié à la commercialisation du secteur agricole, les villes ontariennes se développant surtout dans les régions de production céréalière. Les deux villes les plus importantes, Toronto et Hamilton, regroupaient seulement un quart de la population urbaine totale. Au Québec, par contre, les ports de Montréal et de Québec, tributaires des exportations du secteur agricole ontarien, s'accaparèrent les trois quarts de la population urbaine de la province. Le faible degré de commercialisation du secteur agricole et le peu de demande pour les produits manufacturiers de la part des familles agricoles québécoises nuisaient à l'urbanisation et au développement industriel dans le reste du Québec.

En Ontario, les exportations de blé durant les années 1840-1870 eurent un effet déterminant sur la création d'un réseau de transports et de communications. L'aménagement des voies de transport ontariennes fut en grande partie l'oeuvre des agents économiques privés et des nombreuses administrations municipales désireuses de réduire les coûts du transport vers l'extérieur. Il est certain que les producteurs ontariens profitèrent également de la concurrence que le canal Érié faisait aux canaux du Saint-Laurent. Cependant, la mise en chantier des chemins de fer dans les années 1850, financés en grande partie par des investissements privés britanniques et américains, fut motivée par la perspective des profits qu'apporterait le transport de blé ontarien vers les marchés exté-

rieurs. Ce fut pour pallier à la déception subséquente des investisseurs privés que le gouvernement fut amené à subventionner les projets qui avaient été entrepris. La répartition spatiale de l'industrie manufacturière dépendit également de l'agriculture commercialisée et d'un haut niveau de transactions de marché. En Ontario, vers 1871, les industries manufacturières de même que les centres urbains se répandirent un peu partout dans les régions rurales. Au Québec, le phénomène manufacturier se limita essentiellement aux villes portuaires de Montréal et de Québec.

J. McCallum a sûrement raison de voir dans la concurrence de l'Ouest la principale cause de la crise agricole au Québec. Faisant référence aux études de Percy Bidwell et John Falconer, *History of Agriculture in the Northern United States, 1620-1860* (Washington, 1925), et de Paul Gates, *The Farmer's Age: Agriculture, 1815-1860* (New York, 1960), l'auteur rappelle les méthodes extensives et la technologie peu sophistiquée alors employées par tous les cultivateurs nord-américains. Cependant, les travaux de Paul David et de Robert Gallman, entre autres, ont depuis quelques années remis en question la thèse selon laquelle la hausse de la productivité agricole aux États-Unis fut entièrement attribuable à la fertilité des nouveaux sols et aux réductions des coûts de transport. Les historiens économiques américains croient maintenant que les améliorations des techniques et des communications ont aussi joué un rôle important dans l'augmentation de la productivité agricole aux États-Unis durant la première moitié du XIX^e siècle. Au Québec, la barrière linguistique entrava la diffusion de ces nouvelles connaissances techniques. Ainsi, il semble que le changement technologique d'origine américaine ait accentué l'écart entre le monde agricole francophone et sa contre-partie anglophone.

Dans son livre, J. McCallum se limite presque exclusivement aux questions de production et de productivité *per capita*. Il ne s'aventure pas dans la question de l'impact de l'environnement institutionnel sur la productivité. Étant donné l'importance démesurée que l'on accorde parfois au rôle du régime seigneurial dans les questions agricoles, cette approche est en quelque sorte rafraîchissante. Le régime seigneurial s'ajusta, en effet, de façon importante au système de prix de marché pendant la première moitié du siècle afin de s'adapter à l'essor de l'industrie forestière et à la hausse du prix des terres boisées. Faut-il dès lors conclure que le système de tenure des terres n'eut aucune incidence sur l'agriculture québécoise de l'époque? Nous pensons que non. La discussion aurait pu être approfondie si l'auteur avait examiné les innovations institutionnelles dans le domaine agricole.

Enfin, il y a une différence entre une thèse doctorale remaniée pour publication et un livre conçu du début à la fin dans une perspective de diffusion générale. Le livre de J. McCallum porte encore les traces de la thèse doctorale dont il est tiré. L'auteur a élaboré et raffiné sa thèse bien sûr, mais certains trouveront les informations insuffisamment digérées, et la prose, encombrée de chiffres, difficile à lire.

Ceci dit, il faut signaler que *Unequal Beginnings* est un ouvrage important et constitue une synthèse remarquable de nos connaissances empiriques sur l'économie québécoise du XIX^e siècle. Selon le modèle économique implicite qui en ressort, l'évolution du niveau du revenu moyen dans les régions rurales se trouve au cœur de la problématique du développement économique au Québec. La poussée vers l'Ouest et l'apogée de la culture du blé au centre du continent durant la première moitié du XIX^e siècle rendirent l'agriculture de la vallée du Saint-Laurent de moins en moins concurrentielle. Les revenus agricoles moyens chutaient en même temps que la population s'accroissait. Lentement, les Québécois des régions rurales commencèrent à émigrer vers les villes de Montréal et de Québec ainsi que vers les États américains limitrophes. Un phénomène migratoire semblable se produisait dans les régions de l'Est des États-Unis. La migration servait de mécanisme d'ajustement entre les régions de bas et de haut revenu. Or, au moins 70% de la population québécoise se trouva encore sur des terres agricoles en 1851. Le processus d'ajustement s'effectua à un rythme plus lent au Québec qu'ailleurs et ceci pour deux raisons. D'une part, la barrière linguistique limitait les informations concernant les emplois disponibles et les écarts de revenus. Privés d'une partie des renseignements sur les entreprises et les marchés du travail, les francophones ne connaissaient qu'imparfaitement les emplois et les revenus disponibles en Amérique du nord. Par ailleurs, même s'ils étaient conscients des disparités de revenus, les travailleurs francophones étaient moins mobiles dans le contexte nord-américain. L'émigration s'effectuait au prix de la langue et de la culture françaises. Les francophones unilingues non qualifiés hésitaient, par conséquent, à quitter les régions seigneuriales et constituaient en quelque sorte une main-d'oeuvre captive. Les entreprises opérant au Québec bénéficièrent désormais d'une marge de pouvoir monopolistique. Ce genre de marché du travail créa une région de bas salaire, favorisant la venue d'industries et le choix de techniques à forte intensité de main-d'oeuvre.

*Département des sciences économiques
Université d'Ottawa*

ROBERT ARMSTRONG